

action # 71 Scandale à Rome - 2 mai 2019

Lettre ouverte de Zéromacho à M. Franck Riester, ministre de la Culture

copie à M. Stéphane Gaillard, directeur par intérim de la Villa Médicis

Une prestigieuse institution française utilise de l'argent public pour offrir une tribune à une opposante à la loi de 2016 contre le système prostitutionnel.

La Villa Médicis, à Rome, est l'un de ces établissements prestigieux qui font rayonner la culture française à l'étranger.

Le jeudi 25 avril 2019, est annoncée à 19h, sur le programme imprimé et sur le site¹, une conférence sur le thème « Argent et émancipation, argent et égalité, argent et liberté, argent et art, argent et sexe, argent et féminisme », à laquelle assistent des membres de Zéromacho.

Deux artistes sont invitées, Maïa Izzo-Foulquier et Ramaya Tegege. Maïa Izzo-Foulquier est aussi présentée comme « porte-parole du Syndicat des Travailleur.se.s du Sexe (STRASS) », ce qu'elle a été pendant les quatre années où elle s'est prostituée.

Après avoir disserté sur le « féminisme-pute » et sur le « travail du sexe », elle attaque la loi française du 13 avril 2016. Selon elle, « l'allocation mensuelle du parcours de sortie est d'un montant dérisoire : 350 € par mois. C'est le prix d'une passe ! », affirme-t-elle à la stupéfaction du public, sans doute mieux informé des tarifs pratiqués dans la prostitution.

Faut-il rappeler que le Conseil constitutionnel a conforté le 1^{er} février 2019 la loi « visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées », à la suite d'une Question prioritaire de constitutionnalité déposée par plusieurs requérants, dont le STRASS ?

Nous nous étonnons que Maïa Izzo-Foulquier ait été invitée et reçue, tous frais payés, dans une institution de la République française, et qu'elle ait été rémunérée par des fonds publics pour demander la reconnaissance comme un travail de ce que la loi française de 2016 définit comme une violence, et notamment une violence contre les femmes.

¹ <https://www.villamedici.it/i-giovedì/25-aprile-soldi-ed-emanipazione-soldi-e-uguaglianza-soldi-e-liberta-soldi-e-arte-soldi-e-sesso-soldi-e-femminismo/>

**Nous nous élevons contre le fait que la Villa Médicis, institution représentant l'État, offre pareille tribune à une membre d'une association combattant une loi de notre pays et contrariant les efforts en faveur de l'égalité des femmes et des hommes.
Nous demandons des explications au ministre de la Culture.**

Nous vous invitons à écrire au ministre de la Culture

soit par la poste (le plus efficace), à M. Franck Riester, ministre de la Culture, 3 rue de Valois 75001 Paris
avec copie à M. Stéphane Gaillard, directeur par intérim de la Villa Médicis, Viale della Trinità dei Monti, 1, Rome, Italie

soit par le site <http://www.culture.gouv.fr/Nous-contacter> en indiquant comme sujet, par exemple : « demande d'explication au ministre sur un abus à la Villa Médicis ».

Quant au message, limité à 1 000 caractères, nous vous proposons cette contraction de notre demande, à copier-coller :

« Membre de Zéromacho, réseau d'hommes engagés contre le système prostitueur, je m'étonne que Maïa Izzo-Foulquier ait été invitée le 25 avril 2019 à la Villa Médicis à Rome, et qu'elle ait été rémunérée par des fonds publics. Sa demande : la reconnaissance comme un travail de la prostitution, alors que la loi française de 2016 définit celle-ci comme une violence, et notamment une violence contre les femmes.

Comment une prestigieuse institution de notre pays peut-elle utiliser de l'argent public pour offrir une tribune à une personne s'opposant à une loi de la République ?

Je demande des explications au ministre de la Culture. »